

Des progrès grâce à la crise ?

La migration de la main-d'œuvre, surtout vers la Côte d'Ivoire, a masqué pendant de nombreuses années le taux élevé de croissance démographique naturelle au Burkina Faso. Toutefois, depuis le début de la crise politique ivoirienne à la fin de 1999, de nombreux Burkinabés sont rentrés au pays. Cela a posé de nombreux problèmes, notamment dans les zones rurales. Dans le sud du pays, une politique démographique perspicace et des programmes appropriés de développement rural ont réussi à résoudre ces problèmes.

Entre 1960 et 2000, la moitié des Burkinabés avaient déjà fait l'expérience de la migration – il s'agissait généralement de migration transfrontalière de travailleurs, essentiellement vers la Côte d'Ivoire voisine (voir encadré), mais il pouvait également s'agir d'une réinstallation permanente à l'intérieur du pays. Cette migration interne d'une zone rurale à une autre n'a eu qu'un impact limité sur la structure démographique dans la mesure où elle concernait normalement des unités familiales complètes quittant des zones surpeuplées pour s'installer dans des régions où les conditions de vie étaient plus favorables. En raison de l'importance des flux migratoires transfrontaliers vers l'étranger, l'accroissement de la population a été relativement lent dans l'ensemble, malgré un taux de croissance démographique naturelle très élevé (3,4 pour cent dans les années 1990).

Florent Dirk Thies

Directeur de programme
Programme de développement rural
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
Ouagadougou, Burkina Faso
Florent.Dirk.Thies@gtz.de

Werner Heuler-Neuhaus

Sociologue, consultant indépendant
Ouagadougou, Burkina Faso
neuhaus@fasonet.bf

■ Le hiatus

En raison de la crise politique en Côte d'Ivoire, les flux migratoires depuis le Burkina Faso se sont brusquement interrompus. Environ 400 000 Burkinabés vivant en Côte d'Ivoire sont rentrés dans leur pays d'origine. La population de certaines régions a brusquement augmenté d'un cinquième. Les régions rurales ont rapidement atteint les limites de la population qu'elles pouvaient accueillir et une vague de migration interne des zones rurales vers les zones

urbaines, d'une part, et des petites villes vers les grandes villes, d'autre part, a commencé. La population d'Ouagadougou, la capitale, a doublé entre 1996 et 2006 pour atteindre près de 1,5 millions d'habitants, avec un taux de croissance annuelle se situant à 7,1 pour cent. La plupart des petites villes et des villes moyennes ont attiré moins de monde (taux de croissance annuelle : 3,6 %). Dans la capitale, le flux de migrants rentrés au pays s'est ajouté au nombre de jeunes hommes qui avaient initialement prévu d'aller chercher un emploi en Côte d'Ivoire.

Migration de la main-d'œuvre au Burkina Faso

Entre 1960 et 2010, environ un tiers de la population de la région participait au processus de migration circulaire de la main-d'œuvre (départ du Burkina Faso et retour au Burkina Faso), essentiellement avec la Côte d'Ivoire. Dans ce processus, non seulement le migrant se déplace d'un lieu géographique à un autre, mais également d'un sous-système social à un autre et dans des domaines économiques très différents. Pour un migrant donné, l'itinéraire peut être le suivant : départ d'un village du Burkina Faso vers une ville de Côte d'Ivoire, poursuite vers un village de Côte d'Ivoire, puis vers Abidjan, la capitale économique de ce pays, retour au village de départ au Burkina Faso et enfin, après un séjour dans une petite ville du Burkina Faso, arrivée à Ouagadougou. De même, l'itinéraire peut passer par une activité économique de subsistance, la vente au détail, une économie de plantation, une usine de produits alimentaires, à nouveau par une activité agricole de subsistance pour finir dans le secteur informel, à Ouagadougou. La migration entre diverses religions peut également entrer dans le cadre de cet itinéraire circulaire.

Globalement, pendant cette période de 50 ans, environ 3,2 millions de travailleurs migrants, surtout des hommes, sont allés en Côte d'Ivoire. Environ 3 millions sont rentrés au Burkina Faso. La majorité de ces derniers étaient des enfants d'émigrants, nés en Côte d'Ivoire. Le nombre de femmes rentrées au pays a été trois fois supérieur à celui des femmes qui avaient émigré. Actuellement, environ 3,7 millions de Burkinabés vivent à l'étranger, dont les deux tiers en Côte d'Ivoire.

La production agricole a augmenté plus vite que la population pendant cette période (croissance démographique annuelle moyenne de 3,1 %, accroissement de la production céréalière de 4,2 %). Toutefois, cela n'a été possible que grâce à l'accroissement de 48 pour cent de la superficie cultivée – une démarche qui va rapidement atteindre ses limites en matière de ressources naturelles.

■ Conséquences pour les zones rurales : l'autosuffisance est menacée

Comme en ce qui concerne la migration transfrontalière, les personnes qui migrent des zones rurales vers les zones urbaines sont majoritairement de jeunes adultes, surtout des hommes. Dans certaines régions, cette migration a réduit la proportion déjà faible d'hommes en âge de travailler au point que l'autosuffisance céréalière est menacée et qu'il est pratiquement impossible de maintenir les ressources naturelles, surtout si on tient compte des mesures faisant appel à une main-d'œuvre abondante appliquées pour lutter contre l'érosion et préserver la fertilité du sol. Par exemple, alors que la capitale comptait 83 femmes pour 100 hommes dans la tranche des 20 à 35 ans, dans la province de Kourwéogo, sur le plateau central, la proportion était de 208 femmes pour 100 hommes (!).

La région Centre-Nord n'a atteint l'autosuffisance qu'une fois en dix ans, alors que les pluies ont été comparativement suffisantes et régulièrement réparties sur l'ensemble de cette période. Pendant la courte durée de la saison végétative où il faut préparer et

Les trois quarts de la population du Burkina Faso vivent en milieu rural. Grâce à l'esprit d'innovation dont fait preuve sa population et à sa politique agricole, le Burkina Faso parvient peu à peu à réduire les taux de mortalité et de natalité et à accroître la production agricole.



ensemencer le plus de champs possible sur la plus grande superficie possible, il y a eu des pénuries régulières de main-d'œuvre. Cela peut rapidement devenir un cercle vicieux. Compte tenu de la forte croissance démographique, l'autosuffisance céréalière ne peut être garantie qu'en passant d'une culture presque exclusivement extensive à une culture intensive. Cela présuppose la disponibilité d'une main-d'œuvre suffisante et la possibilité, pour les exploitants agricoles, d'avoir suffisamment de produits à vendre, au-delà du niveau d'autosuffisance, pour gagner l'argent nécessaire au financement des moyens de production agricole. Or, sans accès aux marchés, ce revenu supplémentaire ne peut être généré. Compte tenu du

coût élevé du transport – le Burkina Faso est un pays enclavé – et de la faible demande nationale due au manque de pouvoir d'achat, les producteurs n'ont guère de possibilités de commercialiser eux-mêmes leurs produits. Les petites et moyennes entreprises des centres régionaux qui axent leurs activités sur la commercialisation et la transformation des produits agricoles pourraient bien jouer un rôle clé pour surmonter ces déficits structurels. Elles créent des emplois, améliorent les conditions des marchés locaux et créent un climat favorable à l'investissement. Ainsi, les jeunes adultes, notamment ceux qui rentrent au pays en possession d'un capital, pourraient trouver de nouveaux moyens de gagner leur vie. Toutefois, ces initiatives



Photo : F. D. Thies

auront peu d'effet si on n'arrive pas à renforcer la tendance actuelle vers un ralentissement de la croissance démographique.

■ Une exception positive : la région Sud-Ouest

La région Sud-Ouest a été la zone rurale la plus durement touchée par la crise ivoirienne. La population a augmenté de 20 pour cent de plus que ce à quoi on s'attendait (elle a été de 620 000 en dix ans, comparativement aux 520 000 prévus – la plupart des migrants rentrés au pays sont arrivés en 2002/2003). La région a relativement bien relevé ce défi. Comment s'y est-elle prise ? D'une part, la population agricole s'est avérée étonnamment ouverte et prête à accepter les migrants de retour au pays et, de leur côté, ces derniers étaient prêts pour beaucoup d'innovation. D'autre part, des bases solides avaient déjà été posées pour une politique démographique et il a été possible de les renforcer pendant la crise. Les travaux du programme Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD) avaient déjà garanti que la proportion de personnes appliquant des méthodes modernes de la planification familiale dans la région était la plus forte de toutes les zones rurales du pays. Le Projet de réintégration des migrants rentrés de Côte d'Ivoire a été exemplaire et a réussi à intégrer 3 500 migrants de retour au pays dans 11 villages (un migrant de retour pour deux résidents) entre 2003 et 2006. Les règles traditionnelles dépassées ont été plus facilement rejetées dans cette situation exceptionnelle qu'elles ne l'auraient été dans des circonstances normales. Suite à l'action conjointe des migrants de retour, des projets et programmes allemands d'aide au développement et des programmes gérés par l'État, des champs ont été attribués à des femmes qui, jusqu'alors, n'avaient pas accès aux terres arables. La situation des jeunes hommes a commencé à changer – selon la tradition, ils ne peuvent prétendre à

Évolution démographique et travail des enfants

Le Burkina Faso vit actuellement une phase d'évolution démographique au cours de laquelle les taux de mortalité et de naissance sont en recul. Toutefois, ces deux indicateurs ont tendance à rester relativement élevés. Les enfants et les jeunes gens de moins de 18 ans constituent la majeure partie de la population (53,3 %). C'est dans les zones rurales que cette tendance est la plus prononcée. Dans certaines provinces (par exemple celles de Tapoa, dans l'est, et de Noumbiel, dans le sud-ouest), plus de 60 pour cent de la population masculine a moins de 18 ans. Les jeunes hommes de 20 à 35 ans sont les plus sous-représentés. Le manque de main-d'œuvre adulte intensifie le problème du travail des enfants : quatre enfants sur dix sont des personnes économiquement actives.

Le PROSAD (Programme de santé sexuelle et droits humains) coopère avec le fonds pour l'enfance de la KfW Entwicklungsbank pour lutter contre la traite des enfants et les pires formes de travail des enfants. Par exemple, il attribue des bourses de scolarisation et de formation professionnelle, met en œuvre des mesures infrastructurelles pour créer des emplois et contribue à la prévention et la réintégration.

hériter de leur père dans la mesure où le principal héritier est le fils aîné de la sœur la plus âgée du père. Les migrants sont souvent rentrés au pays avec une précieuse expérience et parfois, aussi, avec des moyens financiers acquis en Côte d'Ivoire. Dans de tels cas, le programme de développement rural (PDA) a été une réussite grâce à son approche de soutien des produits agricoles dans la filière, de la culture à la transformation et à la vente.

■ La politique démographique et la politique agricole sont étroitement liées

Pendant la crise, la politique démographique et la politique agricole ont été étroitement liées. Les tendances positives de la dynamique démographique ont été renforcées : la croissance démographique naturelle diminuée. La proportion d'enfants de moins de 15 ans recule et celle d'hommes en âge de travailler repart à la hausse. Le déséquilibre numérique entre hommes et femmes commence à se normaliser. Ainsi, dans la province de Poni, on compte aujourd'hui 131 femmes pour 100 hommes dans la tranche des 20 à 35 ans (il y a 10 ans, cette proportion était de 162 femmes pour 100 hommes ; dans les provinces de Ioba et Bougouriba, elle est aujourd'hui de 121/100). Tous les

ans, la production céréalière de la région est supérieure aux quantités nécessaires pour assurer l'autosuffisance. Les cultures marchandes sont en progression. Ce phénomène n'est pas considéré comme une alternative à l'autosuffisance céréalière, mais un complément. Les exploitants qui ont pu produire un revenu monétaire ont donc été en mesure de cultiver leurs champs de céréales de manière plus intensive. La construction d'une usine de transformation des noix de cajou dans la région, à Kampti, montre comment les centres de population rurale peuvent promouvoir et stabiliser le développement rural.

■ Sur la bonne voie

À l'avenir, la marche à suivre sera déterminée par l'efficacité de l'interaction entre la planification du développement rural et la politique démographique dans le cadre d'une conception globale visant à renforcer la position sociale des femmes et des jeunes. Ce n'est qu'ainsi que le pays pourra sortir du cercle vicieux de la croissance démographique et de la rareté des ressources. La coopération au développement peut soutenir ces processus sur le terrain. Il est crucial de mieux tenir compte de l'évolution démographique et de la migration pour améliorer l'efficacité et la durabilité.